



SNUipp Tarn  
201 rue de Jarlard  
81000 ALBI



Posté le : 26/02/2008

N° 109 février 2008

1.50 €

## SOMMAIRE

- Edito
- L'ensemble des mesures qui remettent en cause le système éducatif.
- Service minimum et municipalisation
- **Rapport Bentotila**
- Propositions du SNU

## Permanence

Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi  
9h / 12h30 13h30 / 17h  
Mercredi 14h / 17h

## Site :

<http://81.snuipp.fr>

# Sauvegardons la laïcité de la République

Signez la pétition sur  
<http://www.appel-laique.org>

## Samedi matin :

donnez

vos avis !

Remplissez et renvoyez le  
questionnaire du 4 pages

« Fenêtre sur cours »

répondez sur le net

[www.snuipp.fr/  
samedi\\_matin/](http://www.snuipp.fr/samedi_matin/)

# UNE PAUVRE ÉCOLE POUR LES ENFANTS DE PAUVRES !!!

A l'heure où se terminent des "négociations salariales" dans la fonction publique, le gouvernement nous impose une baisse de 1% de notre pouvoir d'achat pour 2007 (1,6% d'inflation et 0,5% de hausse du point d'indice au 1/3/2008 + 0,3% à l'automne 2008). Seules les promotions peuvent nous garantir le maintien de notre pouvoir d'achat. Notre salaire réel est en baisse constante à cause du non rattrapage de l'inflation : en 1980 un instit débutait à 2 fois le SMIC, aujourd'hui à 1,2 SMIC, demain....

Il n'y aurait plus d'argent pour le Service Public (15 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches cet été). L'État doit dégraisser par la décentralisation en transférant aux collectivités territoriales. Les charges qui étaient supportées en partie par les impôts directs, proportionnels aux revenus, le seront désormais par les impôts locaux, beaucoup plus inégalitaires.

La France, qui a déjà les classes les plus chargées d'Europe dans le premier degré, va voir le nombre d'élèves encore augmenter (9 postes pour 500 élèves supplémentaires à la rentrée 2008 dans le Tarn). La Formation continue a disparu, même celle, pourtant obligatoire, des nouveaux directeurs et des PET1. Les remplacements sont de moins en moins assurés sur les courtes durées.

Mais il reste de l'argent ...pour organiser et médiatiser un faux rattrapage pendant les vacances scolaires avec le déblocage en heures sup de l'équivalent de 42 postes ! Alors que la dotation académique 2008 est de 30 postes ! De là à penser que cet argent aurait été mieux employé, il n'y a qu'un pas : franchissons-le !

La laïcité, fondement du pacte républicain autour duquel notre pays s'est construit, est remis en cause par le Président Sarkozy avec la mise en avant des religions et des sectes (scientologie) comme valeur fondamentale de notre civilisation....

Quant à faire porter par chaque élève de CM2 la mémoire d'un enfant mort en déportation, pourquoi pas celle d'un enfant mort en esclavage dans les îles françaises ou victime des guerres coloniales, ou disparu de leur école car expulsé par la police du ministère de l'immigration.



## L'ENSEMBLE DES MESURES QUI REMETTENT EN CAUSE LE SYSTEME EDUCATIF.

Au nom de la « faillite » de l'Etat :

Remodeler l'école républicaine, partant de 3 à priori :  
> tous les élèves ne sont pas doués : le socle commun permet alors d'opérer un tri entre les élèves auxquels on donnera le « minimum vital » et ceux qui auront la possibilité de « compléter leur formation » ;  
> l'élève apprend, mais il n'a plus à construire son savoir ;  
> l'élève est considéré comme responsable de ses actes : soit il est docile, soit il est sanctionné.

Mesures en cours de mise en œuvre :

> EPEP : en cours d'expérimentation, leur généralisation est prévue. Ils doivent permettre la contraction des moyens distribués et la docilité des personnels grâce à l'installation d'un vrai chef d'établissement.  
> Rapport Pochard-Rocard : il préconise la diminution des moyens disponibles de l'État pour ses services publics, notamment en refusant l'augmentation des salaires.  
> Généralisation des heures supplémentaires défiscalisées : elles sont autant de perte pour les caisses de la Sécurité Sociale et des retraites. Cela accompagne le développement annoncé d'un nouveau contrat d'embauche dans les services publics. Nouvelle gestion dans le cadre de la LOLF : il s'agit de rentabiliser, de globaliser et de faire des économies sur tout (non remplacement des personnels partant en retraite, non remplacement des personnels d'accompagnement comme Aide-Éducateurs, insuffisance des moyens pour remplir les nouvelles missions comme l'accueil du handicap, généralisation des langues vivantes...). Cela conduit à la réduction de l'offre scolaire (moins deux heures de classe), redistribution des personnels.  
> Rapport Attali : il prône la mise en concurrence des services comme des personnes.  
> Instrumentalisation des évaluations : seule la réussite aux apprentissages sera prise en compte, aux dépens des savoirs être, culturels et/ou sociaux. De plus, la publication des résultats permettra la mise en concurrence des écoles entre elles et avec celles du privé.  
Mise en place du socle commun : il réduit la formation délivrée en École Publique, en la basant sur les évaluations bilan des CE1 et CM2. En parallèle, des écoles privées seront créées dans les quartiers difficiles, grâce à la mise en œuvre du Plan Banlieues.

> Remise en cause de la formation initiale et continue des enseignants : les IUFM sont transférés dans les universités, la formation continue se fera hors temps de travail et avec une qualité globalement moindre car faite par des personnels moins spécialisés.  
> Remise en cause des moyens de l'aide thérapeutique au sein de l'école : la Médecine Scolaire disparaît, les RASED sont menacés (leur temps d'intervention disparaît du temps scolaire dans le protocole de la semaine de quatre jours) et les CMP voient leurs budgets réduits.  
> Docilité présentée comme valeur forte de la république : le comportement individuel est jugé et condamné : loi de prévention de la délinquance, chasse aux « sans-papiers », base-élève qui met en place le fichage des enfants. En ce qui concerne les collègues, les IEN sont appelés à renforcer les contrôles, et les directions des EPEP auront également le pouvoir de contrôler les enseignants-es.

Quelles solutions s'offrent à nous ?

> Le ministère refusant de mettre en œuvre des moyens à la hauteur des attentes exprimées par les spécialistes de l'enseignement, deux hypothèses s'ouvrent au SNUipp :  
> laisser faire le ministère,  
> peser jusqu'au bout pour maintenir un cadre commun pour tous, une égalité de traitement des personnels et contenir au maximum les effets négatifs, ce qui est la position retenue par les camarades de la direction nationale du SNUipp.  
> Ces évolutions participent à la déconstruction de l'école pour tous/toutes. Elles organisent une autre école : plus concurrentielle, plus inégalitaire et moins formatrice.  
> Elles rendront notre travail plus difficile, nos relations aux partenaires (parents, mairies, associations...) plus complexes et notre formation professionnelle moins performante.  
> Il appartient à chacun de décider :  
> se soumettre et accepter ce qui nous entraîne vers une dégradation toujours plus poussée ;  
> refuser cette logique libérale et porter ensemble des solutions qui permettraient de tendre à la réussite de tous.  
- Le SNUipp, pour sa part, y est prêt contrairement à certains autres syndicats qui s'accommodent voire se satisfont de ces mesures.

## Service minimum et municipalisation de l'enseignement primaire.

Le gouvernement a tenté de mettre en place un dispositif d'accueil des enfants durant les grèves : le service minimum.

Ce faisant, il fait d'une pierre deux coups : d'une part il tente de réduire l'impact de nos luttes, d'autre part, en sollicitant les maires pour mettre en œuvre des garderies dans les écoles touchées par la grève, le gouvernement ouvre la porte à une prise en charge des enfants dans l'école sur le temps de l'école, c'est à dire une forme de municipalisation qui ne dit pas son nom.

Plutôt que d'un service d'accueil minimum les jours de grève, le ministre ferait mieux d'assurer le service normal tout au long de l'année, en pourvoyant aux remplacements d'enseignant-es absent-es, qui laissent des centaines d'enfants sans enseignement. En répondant aux revendications des personnels : créations de postes d'enseignant-es, recrutements en nombre suffisant, transformation de l'école pour la réussite de tous, il rendrait le service d'Éducation Nationale ... maximum.

Il est, dès lors, parfaitement incohérent de demander aux municipalités d'assurer ce service quotidiennement (même sur le ton de l'ironie), surtout quand on leur demande de ne pas le faire durant les grèves.

Nombres de maires qui sont entrés dans ce dispositif scélérateur, doivent bien rire, prêt à prendre au pied de la lettre la demande bien peu réfléchie du SE-UNSA d'assurer les remplacements d'enseignant-es absent-es, en se voyant déjà maître à bord de l'école ... Cette demande est à mettre en relation avec la mise en place expérimentale d'EPEP à la prochaine rentrée dans notre département, conduisant à terme à la municipalisation totale de l'école primaire, à laquelle le SE-UNSA est favorable.

- Le SNUipp s'en tiendra à une interpellation du ministre, et à la mobilisation des personnels.
- Le SNUipp rappelle que le recours à la grève s'effectue toujours pour des raisons d'avenir et d'efficacité du service public d'Éducation Nationale, dans l'intérêt des élèves et des personnels. Cela nécessite une toute autre logique budgétaire que la suppression de milliers de postes dans l'éducation.

## Rapport Bentolila : une pauvre école pour les enfants de pauvres ou comment accompagner la politique de fermetures massives d'emplois de la Fonction Publique d'Etat

Le Ministre Xavier Darcos avait commandé à M. Alain Bentolila, linguiste, un rapport sur l'école maternelle. Rappelons que ce même Bentolila s'était déjà récemment illustré avec des rapports sur la grammaire et le vocabulaire préconisant un retour aux « bonnes vieilles méthodes traditionnelles ».  
Voici quelques extraits de ce rapport, accompagnés de nos commentaires.

Les conclusions de ce rapport correspondent aux attentes du gouvernement. Le pouvoir en place dont l'objectif est de supprimer 100 000 emplois d'enseignants en 5 ans saura très certainement retenir l'efficacité et la cohérence de son propos pour couper les vivres à l'école maternelle.

### MEPRIS DES ENFANTS ET DE LEURS PARENTS

Mais qui sont ces « enfants-là », ceux qui « arrivent à l'école déjà résignés à n'avoir aucune prise sur le monde », « qui ont déjà renoncé à la conquête collective du sens », « dont les questions sont restées sans réponses », ceux qui sont dans « une grande insécurité linguistique » et manifestent un « déficit culturel » parce qu'ils ont vécu « dans un contexte familial de silence et d'indifférence », ces enfants qui n'ont pas eu « la chance » dans leur vie familiale de rencontrer « des médiateurs bienveillants, attentifs et éclairés », ces enfants dont les parents devront « renoncer à leurs petites lâchetés quotidiennes » ? Bien sûr, on les a reconnus les handicapés socio-culturel, ceux qui manquent de talent, de mérite, ces enfants de milieux populaires qui ne sont plus des sujets en construction mais des problèmes à résoudre.

### MEPRIS DES ENSEIGNANTS

On trouve dans ce rapport tous les poncifs sur l'école maternelle : « garderie déguisée », « classe faite au fil de l'eau », « sous prétexte de réveil échelonné », enseignant-es espérant « que l'enseignement y sera plus facile et la vie plus douce »... Nous sommes choqué-es de voir avec quel mépris de classe M. Bentolila parle de « contexte familial de silence et

d'indifférence», sans mentionner le poids des facteurs économiques et sociaux comme éléments explicatifs des difficultés rencontrées par les élèves. Quel mépris encore quand il évoque les activités sécurisantes dans lesquelles se complairaient les enseignant-es et leur incapacité à « différencier nettement les tâches d'apprentissage, des tâches d'occupation »!

### PLUS D'EVALUATION

M. Bentolila préconise l'utilisation des évaluations précoces. Pourquoi autant de technicité, d'évaluations si ce n'est pour davantage de rentabilité ? Les pédagogues ne se retrouvent pas dans cette individualisation à outrance de l'acte pédagogique. L'école maternelle sera encore plus la première étape de la compétition scolaire, une école productive avec ses fichiers, ses évaluations, ses bilans afin de renforcer le tri social.

### SUPPRESSION DE L'ACCUEIL DES 2 ANS

M. Bentolila veut supprimer la scolarisation des enfants de deux ans, c'est logique... cela coûte trop cher aux partisan-es de la réduction des objectifs de réussite pour tous, réduction rebaptisée « socle commun », mais M. Bentolila n'a pas toujours tenu ce discours. En 2003 il disait : « s'il s'agissait de supprimer purement et simplement l'accueil des 2 ans, il aurait tort (le ministre). Que l'école réponde présent pour cet accueil, bravo. Mais alors elle a le devoir de bien les accueillir ». Le réservoir de milliers de postes que représente la fin de la scolarisation des enfants de 2 ans a sûrement motivé son avis d'aujourd'hui.

### DES ETUDIANTS POUR REMPLACER LES INSTITUTEURS

Il conseille l'emploi d'étudiant-es bénévoles à la place des enseignant-es payé-es et formé-es... et pour qui cette brillante solution ? Pour les élèves en difficulté de langage ! Il ne reste plus qu'à organiser l'affaire en la confiant aux collectivités territoriales dans le cadre des politiques de réussite éducative et des projets éducatifs locaux et globaux ...

## Les propositions du SNUipp

L'entrée à l'école maternelle -dès 2 ans pour les parents qui le souhaitent- doit être possible et doit se faire dans de bonnes conditions.

- Reconnaissance des dispositifs de rentrées échelonnées
- Accompagner la rentrée des plus petits.
- Travailler le langage en petits groupes avec « plus de maîtres que de classes ».
- Travailler le langage dans l'interdisciplinarité.
- Evaluer le langage sans stigmatiser.
- Faire ressortir des programmes que les compétences visées en fin de maternelle

**Sont** celles de fin de GS.

- Plus de temps de concertation pour la liaison G S/C P.
- Mutualiser les dispositifs réussis de liaison GSICP.
- Une adresse forte de l'institution pour recentrer la place de la GS et éviter la primarisation.
- Prise en compte des dimensions qui font les spécificités de l'école maternelle dans le cadre des formations initiale et continue psychologie de l'enfant, langage, « gestes professionnels » qui prennent en compte les rythmes et besoins de la petite enfance, mais aussi travail d'accompagnement des programmes.
- Analyser ses pratiques, s'approprier les documents d'accompagnement, se former
- Recruter des maîtres formateurs en cycle